

La France, ce pays qui semble assister en observateur désabusé à son propre déclin

A Bruxelles, François Hollande a tenté de convaincre la Commission européenne qu'il n'avait pas abandonné l'idée de réduire le déficit de la France lors d'une conférence de presse dans la nuit de jeudi à vendredi.

Avec Michel
Garibal

On soupire à l'Elysée. La France vient d'obtenir à Bruxelles deux années de plus pour remettre de l'ordre dans ses affaires et réduire le déficit public à 3% du produit intérieur brut. Mais personne n'y croit vraiment, car rien ne bouge. Les rapports se multiplient, les diagnostics s'enchaînent, qui montrent la dégradation lente du pays. François Hollande admet que la France a pris du retard et il continue de recourir à l'une de ses affirmations favorites aussitôt démenties par les faits : il assure que les finances publiques seront maîtrisées. Sa détermination apparente sonne faux et apparaît surtout comme une forme de résignation face à une situation qu'il subit faute d'avoir le courage de tenter de la contrôler. Il s'en remet par lâcheté politique aux partenaires sociaux pour faire les choix nécessaires en feignant d'ignorer qu'un chef d'Etat est fait pour diriger, pour tracer le cap et non pour enregistrer les déclarations contradictoires de corps intermédiaires qui défendent seulement des intérêts catégoriels. Lui faisant écho, Jean Marc Ayrault reconnaît le bien fondé des exhortations de la Cour des comptes, sans aller au-delà. **Il se dégage ainsi un sentiment d'impuissance qui se diffuse du plus haut niveau de l'Etat à l'ensemble des couches sociales, comme si le pays assistait en observateur désabusé à son propre déclin.**

Le constat est de plus en plus alarmant. Le dérapage des dépenses publiques continue inexorablement et risque de dépasser 4% du PIB cette année selon la Cour des comptes. La hausse permanente des impôts produit ses effets dévastateurs en laminant le pouvoir d'achat, en réduisant la consommation et les rentrées fiscales. La France connaît un mouvement de désindustrialisation sans précédent à l'intérieur, tandis que son attractivité baisse à l'extérieur en raison des anathèmes que le pouvoir n'a cessé de porter contre les entreprises et les patrons pendant des mois. **Et la marée montante du chômage se poursuit imperturbablement, malgré une fausse accalmie en mai due à une manipulation statistique.**

Tous les grands dossiers sont en panne, à commencer par celui des retraites, pourtant considéré comme ayant une valeur exemplaire pour indiquer la volonté de redressement. Les partenaires sociaux ont été impressionnés lors de la grand messe organisée à ce sujet il y a quelques jours, par le manque de pugnacité du gouvernement pour amorcer une réelle réforme.

Tout se passe comme si le pouvoir, incapable de tracer des perspectives, se bornait aujourd'hui à une vaste opération de camouflage pour masquer les réalités. La Cour des comptes constate que le ministère de l'Economie se montre plus avare que l'an dernier dans la fourniture des informations. Le pouvoir multiplie les emplois aidés qui pourraient dépasser 500 000 pour grossir des effectifs déjà pléthoriques dans les administrations et les associations, au lieu de les orienter vers les entreprises. **Car la majorité politique qui détient le pouvoir dans la plupart des collectivités n'a aujourd'hui qu'une obsession : limiter la casse lors des prochaines élections municipales. C'est dire que les partis vont continuer comme ils n'ont jamais cessé de le faire d'échafauder des programmes de dépenses et d'assistance en ignorant la gravité de la situation.** Et l'Europe ébahie observe ce cavalier seul de la France qui refuse d'affronter l'obstacle et qui est en train de battre un record sur le vieux continent, celui du seul pays dont la situation ne s'améliore pas.